



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

12-01-2017

La Présidentielle : lutter pour chasser le capital ou le servir

Après les « primaires de la droite » qui a désigné Fillon dont on connaît aujourd'hui le programme politique qui sans surprise, va poursuivre et accentuer la politique actuelle, voici les « primaires de la gauche » dont tous les candidats, issus du pouvoir actuel, se disent différents, être à « l'écoute du peuple », vouloir faire de la « politique autrement » bref, le bla-bla habituel dont nous abreuve à longueur d'antenne et de journaux la propagande capitaliste.

Dans ce battage médiatique incessant dont le but est de masquer autant que possible la responsabilité du capital et de ses serviteurs, les candidats à la relève tentent de se démarquer en proposant des « solutions » qui vont, au final, encore aggraver les conditions de vie du peuple.

C'est le cas du « revenu universel » défendu par le Parti Socialiste, mis en avant par Hamon et Valls qui savent de quoi ils parlent !... **Cette « mesure » présentée comme une avancée sociale est un véritable coup de poignard dans le dos des travailleurs. Elle exonère totalement le patronat de ses responsabilités concernant le chômage, les fermetures d'entreprises, délocalisations, suppressions massives d'emplois etc., et en même temps, elle organise structurellement la misère de masse financée par**

l'impôt. C'est la poursuite et l'aggravation de la baisse du « coût du travail », on peut d'ailleurs remarquer le silence dont fait preuve le Medef qui se retrouve entièrement dans tout ça.

Ces « mesures », devraient être accompagnées « d'une réflexion sur le financement de la protection sociale » déclarent en chœur Hamon et Valls qui défendent ce projet.

La France compte plus de 14 % de sa population sous le seuil de pauvreté, la précarité explose, il faut donc « s'adapter ». Les dernières déclarations d'Hamon, Valls et Montebourg sur l'amour qu'ils portent à l'entreprise ne sont pas nouvelles, ils l'ont tous démontrés lors de leur passage au pouvoir. Toutes les mesures qu'ils ont mises en œuvre avec le gouvernement l'ont été en faveur des entreprises.

Rien sur les salaires et les pensions, blocage du SMIC et des retraites, blocage des salaires des fonctionnaires et de diverses allocations. Rien n'est dit sur l'augmentation des coûts de l'énergie (essence-gasoil-électricité-gaz) dont le gouvernement est un acteur principal. Rien n'est dit sur l'explosion des profits du CAC 40 en 2016 (plus 11 %), rien n'est dit non plus sur les 56 milliards de dividendes (équivalent du budget de l'éducation nationale) distribués aux actionnaires du CAC 40 en 2016 (43 milliards en 2015).

Toutes les « mesures » qu'ils préconisent vont toutes dans le même sens : développer encore le profit capitaliste.

De l'argent il y en a pour répondre aux besoins de la population, pour développer les services publics, l'industrie, la recherche, la santé, l'enseignement : 2185 milliards de richesses créées cette année en France, 80 milliards échappent à l'impôt chaque année, 83,1 milliards ont bénéficiés de niches fiscales et crédits d'impôts divers en 2016. Les multinationales françaises font des profits fabuleux, les seules entreprises du CAC 40 annoncent qu'en 2016, elles ont distribué 56 milliards à leurs actionnaires, un montant record.

Il y a de quoi faire une autre politique, mais sans la lutte clairement anticapitaliste rien ne changera quels que

soient les candidats car ils sont tous au service du capital et de sa politique.

Le Front National fait l'objet d'un appui très particulier des médias. Il ne dit rien sur les énormes moyens dont disposent les entreprises, les profits réalisés mais au contraire, veut contribuer à leur développement par tous les moyens, en particulier par l'attribution de milliards d'aide publique aux grandes entreprises.

Mélenchon et le Parti Communiste Français prônent ensemble une « France en commun », nouveau mot d'ordre qui reprend l'idée d'une « nouvelle répartition des richesses » qui portent l'aménagement, la gestion du capital mais ne remet pas en cause son existence.

Le mécontentement est énorme, les français rejettent la politique actuelle, ils veulent que ça change vraiment. Or, comme on le voit, tous ces candidats sont au service de la politique des multinationales, du profit capitaliste. Seul notre parti propose une politique radicalement différente, débarrassée du capital.

Pur imposer une autre politique en France, pour utiliser toutes les potentialités qui permettent un développement économique et social qui satisfait les besoins du peuple, il est indispensable d'arracher aux multinationales capitalistes les richesses créées par les travailleurs, **il faut prendre le pouvoir économique, financier politique.** Pour mettre en œuvre cette politique toute suite, il faut pour cela engager la lutte sans attendre.

L'homme providentiel n'existe pas, il n'y a que la classe ouvrière, le peuple unis autour de la perspective politique que nous portons qui peuvent changer de société.

C'est à cette lutte que vous appelle notre parti avec son candidat à l'élection Présidentielle Antonio SANCHEZ.